Majorité

Pour Saint-Nazaire

Bonne année 2023 Saint-Nazaire

L'année écoulée aura à nouveau été marquée par des événements dramatiques et éprouvants. La guerre continue de sévir à nos portes et nous avons su, ensemble, être au rendez-vous des solidarités avec le peuple Ukrainien victime de l'agresseur Poutine.

La crise énergétique et l'inflation qui en découlent nécessitent des politiques de solidarités pour que toutes les familles puissent passer ces moments difficiles. Pour cela, nous pouvons compter sur un tissu associatif dense. En retour, ces associations très mobilisées savent qu'elles peuvent et pourront compter sur les élu·es majoritaires du groupe « Pour Saint-Nazaire ».

L'épidémie est toujours présente et l'engorgement régulier de nos hôpitaux nous invite à la prudence dans nos comportements pendant que la vaccination fait son œuvre. Elle montre aussi les limites d'un hôpital qui n'a pas les moyens suffisants pour assurer ses missions sereinement. Nous saluons l'engagement des personnels et les assurons de notre mobilisation pour redonner de l'air à notre établissement notamment en demandant la fin du bail emphytéotique qui plombe ses finances.

Saint-Nazaire est prête pour affronter ces difficultés. Notre histoire nous a toujours invités à construire des mécanismes de solidarité jusqu'à nous forger un état d'esprit de fraternité que les nouveaux arrivants ressentent immédiatement. La Ville de Saint-Nazaire peut aussi compter sur ses agent·es, qui mettent en œuvre les décisions.

Pour faire vivre cet état d'esprit, nous avons aussi besoin de nous retrouver, de faire la fête ensemble avec nos enfants, avec nos parents. Saint-Nazaire a le secret de ses grandes fêtes populaires gratuites, dont « Les féeries de Noël » sont un exemple. Cette année encore beaucoup d'évènements rythmeront nos vies pour notre plaisir à chacune, à chacun, et surtout : ensemble !

Egalité Femmes / Hommes

Travailler pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes est un engagement fort des élu·es de notre groupe majoritaire. Pour traduire cette volonté dans les actes, David Samzun avait créé une délégation d'adjoint·es pleine et entière sur ce thème dès 2014. Depuis beaucoup d'actions ont été menées : adhésion à la charte Européenne pour l'égalité dans la vie locale, signature du protocole départemental de lutte contre les violences, rédaction du contrat local contre les violences sexistes et sexuelles.

L'état des lieux des inégalités montre que les Nazairiennes demeurent victimes de discriminations à la fois dans leurs activités professionnelles (rémunérations et accès aux postes de direction moindres), dans leurs vies intimes (violences conjugales et inégalités dans les charges parentale et domestique), ainsi que dans leur accès à l'espace public, qu'elles occupent moins et dans lequel elles sont plus fréquemment victimes de situations de harcèlement ou d'insultes. Des problèmes que nous connaissions déjà, hélas, et qui montrent la nécessité de poursuivre nos actions dans tous ces secteurs avec l'éclairage et le soutien de nos partenaires associatifs.

Afin de mieux analyser l'impact de nos actions communes nous allons mettre en place des indicateurs spécifiques. Les femmes et les hommes ne pratiquent pas de la même manière les rues, les cafés, les espaces culturels et sportifs, dont l'usage répond à des « codes sexués ». Nous souhaitons reconquérir tous les espaces pour l'égalité et la mixité, notamment les rues et les transports en commun où le harcèlement réduit le sentiment de sécurité et donc la liberté des femmes. L'enjeu est de « faire la ville ensemble », une ville respectueuse de ses habitant·es, femmes et hommes, une ville qui, parce qu'elle aura su tenir compte des attentes et des aspirations des femmes, deviendra plus attractive, plus égalitaire, plus accessible et facile à vivre pour toutes et tous.

Vos élu.es s'engagent contre les violences faites aux femmes

Notre programme présenté en 2020 prévoit la création d'un lieu d'accueil et de ressources pour les femmes victimes de violences. La réflexion débutée en février 2022, associe les partenaires institutionnels, les associations mais également un groupe de femmes victimes de violences dans la co-construction de ce lieu. Des temps de rencontre ont été fixés tout au long de l'année. C'est un lieu qui répondra aux besoins du territoire, un lieu multi-partenarial. Au cours de l'année 2023 nous lancerons les études de programmation et nous débuterons nos échanges sur la création d'un protocole de mise à l'abri.

En 2022, 7 associations œuvrant dans la défense des droits des femmes ou menant des actions en faveur de l'égalité Femmes/Hommes ont été subventionnées par la Ville.

Un fond d'urgence pour l'aide alimentaire

L'inflation des prix et la hausse du coût de l'énergie, plongent beaucoup de familles dans la précarité. Les associations qui s'occupent de la distribution alimentaire constatent une augmentation très forte des besoins, dont celui des familles monoparentales avec de jeunes enfants. Parallèlement les collectes dans les supermarchés sont en baisse même si la générosité des Nazairien·nes est toujours au rendez-vous.

Face à cette urgence il fallait agir. Vos élu·es ont donc voté une subvention exceptionnelle de 20 000 euros pour alimenter un fond d'urgence piloté par notre Centre Communal d'Actions Sociales. Il s'appuiera sur nos associations rassemblées sur le site du Carrefour des Solidarités. Cette aide viendra s'ajouter aux subventions déjà attribuées chaque année aux associations concernées : Secours Populaire, Restos du Cœur, Croix Rouge, Banque Alimentaire.

Nous avons besoin de tout le monde et nous profitons de cette tribune pour relayer un appel aux dons des entreprises. Elles peuvent soit directement donner des produits, soit faire des dons financiers défiscalisés.

Budget 2023 : pas d'augmentation de la taxe foncière et mesures anti-inflation

Le budget pour l'année 2023 a été adopté. Malgré l'inflation qui pèse lourdement sur toutes les dépenses, nous avons décidé de ne pas augmenter la taxe foncière pour la partie Ville. Les foyers propriétaires (moins de la moitié des ménages nazairiens) verront néanmoins leur taxe augmenter puisque le gouvernement maitrise une partie du taux et qu'il a décidé de le relever par la loi de finances.

Côté services à la population nous ne prévoyons pas d'augmentation afin d'aider les familles à passer le cap de l'inflation. Par exemple, la pause du midi dans les écoles (incluant le coût du repas et l'encadrement des enfants sur toute la durée), est facturée selon le coefficient familial entre 0,65 centimes et 4,80 euros alors que le coût réel était chiffré à 14 euros avant l'épisode d'inflation et plus probablement autour de 17 euros aujourd'hui (Chiffrage en cour)

Côté énergie, la ville voit sa facture augmenter de 50% sur le gaz et l'électricité soit +1,6M€ sur l'année 2023. L'évolution du coût de l'énergie reste cependant limitée par rapport à ce que connaissent d'autres collectivités, en raison des contrats favorables négociés par le SYDELA, dans le cadre du groupement de commande auquel la Ville de Saint-Nazaire a adhéré.

Opposition

Les nouveaux horaires de classe adoptés

Les Conseils d'Ecoles ont tranché et nous venons de demander l'autorisation à l'Education Nationale d'accepter les futurs horaires de classe pour l'année scolaire prochaine. Il était nécessaire de les changer puisque le retour aux 4 jours d'école par semaine a été décidé le jeudi 24 février 2022 par 75% des votants.

A partir de septembre prochain les enfants auront école lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h40 à 12h00 et de 13h50 à 16h30. Le mercredi sera donc libéré avec possibilité d'inscrire les enfants au centre de loisirs.

Cette décision vient clore un processus d'interrogation de nos rythmes scolaires débuté il y a plus d'un an. Les enseignant·es ont été les premier·es interrogé·es car les apprentissages devaient rester au cœur des réflexions. Les parents d'élèves ont également pu s'exprimer par leurs représentant·es dans les Conseils d'Ecoles.

Logement des jeunes

La population nazairienne ne cesse d'augmenter. Notre ville est attractive pour sa qualité de vie et pour les emplois qu'elle offre. Nous accueillons des jeunes actifs avec un rythme qui s'est encore accéléré depuis le Covid. Nous accueillons également des retraités qui cherchent le plaisir des villes littorales avec tous les services adaptés. Toutes et tous sont les bienvenus naturellement. Parallèlement nos enfants grandissent et nous vivons de plus en plus vieux. Tout cela conjugué provoque une tension sur des logements plus rares et plus chers.

Les jeunes de 15 à 29 ans représentent 18% de la population. Nous comptons 3800 étudiant·es et bientôt 5000 en 2025. Ils subissent eux aussi cette situation et nous devons les accompagner spécifiquement, qu'ils soient étudiant·es ou non. Notre programme de l'habitat prévoit plusieurs mesures pour cela. Ainsi, un dispositif d'hébergement temporaire chez l'habitant permet l'accueil d'un jeune pour quelques jours ou quelques mois chez un locataire de plus de 60 ans du parc social dont le logement dispose d'une chambre non utilisée et qui reçoit une indemnité par nuitée en contrepartie. Nous développons également les colocations étudiantes dans le parc social avec plus de 40 places proposées en centre-ville, dans une quinzaine de T3/T4 gérés par Silène et CISN. Au-delà des étudiant·es, nous souhaitons renforcer l'accompagnement des jeunes avec la Communauté d'Agglomération avec le Service Accueil Info Logement de l'association Habitat jeunes de la région nazairienne dans le cadre de la future maison de l'habitat qui ouvrira fin 2024. Parallèlement, notre espace 15-25 ans « La Source », héberge le dispositif « La boussole des jeunes », qui facilite l'accès aux informations sur le logement pour nos jeunes qui veulent quitter le domicile familial. Enfin, les jeunes travailleurs saisonniers rencontrent les mêmes difficultés avec des conséquences sur le secteur touristique particulièrement. La Carène a d'ores et déjà initié les réflexions et les rencontres d'acteurs pour apporter des réponses.

Nous voulons aider les jeunes à réussir leur projet de vie et l'accès à l'autonomie par le logement est une condition essentielle tout comme l'accès à la formation, au travail, à la mobilité, à la santé...

Les 39 élu·es du groupe « Pour Saint-Nazaire »

Ensemble, solidaires et écologistes

Il y a 50 ans, le 3 mars 1972, parraissait le rapport Meadows, première publication du Club de Rome. Ce rapport disait pour la première fois que notre croissance exponentielle et notre désir de richesses matérielles insatiable pourraient conduire à notre perte.

Diffusé en France par le penseur André Gorz (1923-2007), cette idée se retrouve d'abord dans la notion de « décroissance », à la fois pour l'écologie et contre le capitalisme. Le manque de sobriété, depuis cette date, a largement gommé les efforts d'efficacité. De nombreux travaux scientifiques affirment qu'il est aujourd'hui trop tard pour espérer limiter le dérèglement climatique en ne misant que sur l'efficacité ou l'innovation technologique, sans rien changer aux pratiques et modes de vie individuels et collectifs. Cela implique des changements de paradigme : il s'agit de repenser en profondeur les manières de consommer, de se nourrir, de travailler, de se loger, de se déplacer.

Début mai, une étude publié dans la revue Nature affirmait que réduire 20 % notre consommation de bœuf pourrait diviser par deux les émissions du système alimentaire mondiale ainsi que la déforestation. Aujourd'hui chacun a le droit d'accéder à ce qui est considéré comme la norme du confort, mais celle-ci, en partie dictée par l'omniprésence de la publicité, n'a cessé d'augmenter. Alors qu'une maison à la fin du XIXe siècle comportait quelques centaines d'objets, il y en aurait désormais près de 100 000 dans les maisons françaises.

La difficulté est accrue car au-delà de l'abandon des énergies fossiles, la biodiversité et les cycles de l'azote et du phosphore sont les sujets à mettre en priorité sur la table : ce sont ces frontières planétaires qui définissent l'espace de viabilité de l'humanité sur Terre et que nous avons dépassées et de très loin. Si l'énergie a un rôle transversal, ce sont l'agriculture et la chimie qui sont les principaux leviers pour inverser la crise environnementale. Il serait simpliste de penser que de nouvelles technologies énergétiques suffiraient à restaurer la biodiversité ou le stock de phosphate pour notre agriculture.

Ce qui pose question c'est le décalage abyssal entre ceux qui voient la pénurie comme un problème circonscrit et résorbable, alors même que les milieux économiques et écologiques se rejoignent enfin sur le constat d'une pénurie globale et durable de toutes les ressources, non renouvelables (granulat, acier, métaux rares) comme renouvelables (bois, blé, huiles, terres arables, eau). Nous devons donc changer de logiciel en profondeur. Dans ce contexte de pénuries, les collaborations s'imposent et le concept de concurrence libre et non faussée, qui est lié à l'opulence, devra disparaître.

Le groupe Ensemble solidaires et écologistes